

D^r P. A. Larkin
Professeur
Institute of Animal Resource Ecology
Université de la Colombie-Britannique
2204 Main Mall
Vancouver (Colombie-Britannique) V6T 1W5

D^r G. LeBlanc
Professeur agrégé
Département de chimie
Université de Moncton
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1A 3E9

D^r E. J. LeRoux
Sous-ministre adjoint
Direction générale de la recherche
Agriculture Canada
Édifice Sir John Carling
930, avenue Carling, Pièce 761
Ottawa (Ontario) K1A 0C5

Le budget—M. Baker
D^r J. C. Madden
Président
Microtel Pacific Research Limited
8999 Nelson Way
Burnaby (Colombie-Britannique) V5A 4B5

D^r P. M. Maher
Doyen
Faculty of Management
Université de Calgary
2500 University Drive N.W.
Calgary (Alberta) T2N 1N4

M. M. P. Smith
Regional Vice-President and General Manager
The Bank of Nova Scotia
Saskatchewan Region
111—2nd Avenue South
P.O. Box 2008
Saskatoon (Saskatchewan) S7K 1K6

2. Président(e): C'est le président qui assure la présidence du Conseil et il ne reçoit ni rémunération ni ne bénéficie d'avantages spéciaux à ce titre.

Membres: L'article 12 de la loi sur le Conseil national de recherches spécifie que:

«12. (1) Les membres du Conseil, à l'exception du président, ne reçoivent aucune rémunération, mais ils ont droit au paiement des frais de déplacement et autres entraînés par l'exécution, hors de leur lieu ordinaire de résidence, des fonctions que leur attribue la présente loi.

(2) Nonobstant le paragraphe (1), les membres du Conseil, à l'exception du président, reçoivent la rémunération qu'autorise le Conseil lorsqu'ils accomplissent, pour le compte de ce dernier et avec son autorisation, une mission extraordinaire. S.R., c. N-14, art. 12; 1976-77, c. 24, art. 58.»

Le taux actuel de rémunération s'appliquant à cette clause est de \$200 par jour.

Président: Nommé par arrêté en conseil, son échelle de salaire correspondant à l'échelle SM-1; de \$75,360 à \$88,610 à compter du 1^{er} juillet 1982.

Vice-présidents: Échelle de salaire à compter du 1^{er} juillet 1982: de \$58,724 à \$74,200.

[Traduction]

M. Evans: Monsieur le Président, je demande que les autres questions soient réservées.

M. le Président: On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lalonde: Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, quand j'ai été interrompu à 13 heures, je brossais un tableau de la conjoncture économique à Terre-Neuve. Je disais que le gouvernement de Terre-Neuve négligeait les affaires publiques de la province.

Comme je le disais, ce gouvernement a fait rêver les gens; il leur a donné l'espoir d'une richesse venue du grand large et les laisse grelotter sur la terre ferme. Il n'a aucune vision à long terme, aucune stratégie d'emploi à long terme et n'applique aucune solution immédiate.

Quel grand esprit a bien pu énoncer le principe selon lequel on peut exporter des matières premières à perpétuité? Quel boursier Rhodes a décidé que l'on pouvait accorder des permis à Pierre, Jean, Jacques, pourvu qu'il s'agisse d'une grande entreprise, afin qu'ils puissent continuer indéfiniment à exporter à l'étranger du poisson que les Canadiens pourront racheter par la suite comme produit fini? Comme l'économie se porte bien dans cette province! Quel esprit de prévoyance! Quel génie de l'économie! La Chambre doit se rendre compte que la grande crise qui a secoué le secteur de la pêche a touché essentiellement les poissonneries qui produisent surtout des blocs de morue congelée qu'elles expédient aux États-Unis, donnant ainsi de l'emploi à des milliers de travailleurs américains.

● (1540)

Je suppose que pour trouver des solutions il faut de la réflexion, de la planification, quelques principes et convictions. J'oserais ajouter qu'aucun autre gouvernement provincial n'oserait accorder des permis de transformation comme le fait le gouvernement de Terre-Neuve, alors que les entreprises ne transforment rien du tout. Et pour toutes les autres ressources naturelles, le gouvernement de Terre-Neuve applique les mêmes principes, pour peu qu'on puisse parler de principes.